

ILS SONT À L'ORIGINE DE PLUSIEURS INCENDIES ET EXPLOSIONS

Les compteurs d'électricité sont-ils sûrs ?

Les compteurs d'électricité à courant triphasé fabriqués (ou du moins montés) par l'Entreprise nationale des appareils de mesure et de contrôle (AMC), sous licence de la Société d'applications générales d'électricité et de mécanique (Sagem), une entreprise française, sont-ils sûrs et fiables ?

Une question qui nécessite actuellement des réponses surtout après la série des incendies et explosions des compteurs d'électricité enregistrés depuis 2010 à travers plusieurs régions du pays.

Ainsi et juste pour l'année 2011, 39 incendies et explosions mettant en cause des compteurs d'électricité ont été signalés dans plusieurs wilayas. Le dernier cas a été enregistré le 5 janvier à Ras El Oued, dans la wilaya de Bordj Bou Arréridj, où un incendie survenu dans 8 compteurs d'électricité avait causé l'asphyxie de deux personnes.

Des incidents à répétition qui ont fait réagir quelques cadres de l'AMC, dont le siège est à El-Eulma, dans la wilaya de Sétif. Ces derniers ont, à travers des correspondances adressées à toutes les instances, dénoncé les risques encourus par les utilisateurs des compteurs d'électricité triphasés fabriqués par l'entreprise sous licence de Sagem, et dont les composants sont issus de la filiale Sagem en Tunisie.

Ainsi, une première alerte a été enregistrée en 2008, où un membre du comité de participations et chef du département logistique chargé du transit de l'AMC a, dans une lettre adressée à son président, accusé l'entreprise d'importer des cartes électro-

niques non conformes de manière frauduleuse et sans déclaration douanière provenant de la firme Sagem-Communication France via Sagem-Tunisie.

A plusieurs reprises, des articles importés n'étaient pas déclarés sur la facture. La fausse déclaration peut porter un préjudice à l'entreprise et la saisie de la marchandise, des moyens de transport et la poursuite judiciaire du déclarant. Cette manière de faire et de gérer laisse perplexe. A titre d'indication, pour la dernière livraison dédouanée le 20/04/2008, lot 72 A, palette n° 11/119, poids : 80 kg : il a été constaté la présence avec les pièces plastiques de deux cartons (transducteur) non déclarés sur la facture d'importation. Cette pièce (transducteur) a été livrée frauduleusement pour réparer les cartes reçues non conformes des lots précédents. «La réparation s'effectue au niveau des ateliers AMC (ex-atelier PRC) par des agents tunisiens présents sur site depuis le 20 avril 2004», peut-on lire dans la correspondance du membre du comité de participations qui demande à son président de saisir le P-dg de l'AMC pour mettre fin à ces pratiques néfastes pour l'entreprise, et ce, afin d'éviter les arrêts de la production et ne pas perturber le planning de



Les incendies à répétition font craindre le pire aux usagers.

livraison de Sonelgaz. Mais jusqu'à ce jour, aucune suite n'a été réservée à cette lettre. De même qu'un ancien cadre de l'AMC, Gherib Abdelouahab, un administrateur de droit chargé d'études prévention et sécurité, actuellement licencié pour avoir dénoncé ces agissements, avait alerté, le 27/11/2010, le P-dg du groupe Sonelgaz pour que «cessent le montage et l'approvisionnement de Camég en ces compteurs-destructeurs et pyromanes».

«La Sonelgaz est vraisemblablement victime d'un abus de confiance de la part de ses fournisseurs, car la conformité d'un compteur d'électricité en matière d'étalonnage ainsi que la sécurité et la protection de l'utilisateur "algérien" ne sont pas forcément et nécessairement soumises ou liées

à la simple délivrance d'un certificat de conformité et d'origine par un fournisseur étranger (tunisien), le certificat d'étalonnage ONL ou par un certificat d'homologation délivré par le Credég. Le critère primordial et – universellement reconnu – est qu'un compteur d'électricité doit être sécurisé et sécurisant pour l'utilisateur. Et pour qu'un compteur d'électricité soit auto-extinguible, il est obligatoirement constitué d'un matériau (testé) ignifuge (couvercle) et de composants électroniques et/ou mécanique reconnus fiables et sensibles à toute défaillance technique», dira-t-il à l'adresse du P-dg du groupe Sonelgaz.

L'ancien cadre s'interroge aussi sur le fait que le compteur AMC est facturé au nom de Sonelgaz à raison de 1 500 DA

l'unité alors que les pièces du compteur (lots électroniques et pièces en plastique) sont facturées à l'AMC par la Sagem-Communication à 29,70 euros l'unité, ce qui vaut à presque 3 000 DA. L'AMC vendra-t-elle à perte dans ce cas-là ?

Autre interrogation soulevée par ce même cadre concernant l'importation de la marchandise. «Comment se fait-il que deux camions transportant la marchandise du même site en Tunisie vers le même site, à savoir El-Eulma, l'un contenant la pièce électronique, et l'autre la pièce plastique, prennent deux routes différentes pour entrer en Algérie. Le camion transportant les pièces électroniques transite par le poste frontière d'El Heddada, dans la wilaya de Souk Ahras, tandis que l'autre camion chargé des pièces plastiques passe par le poste frontière d'El Ayoune, dans la wilaya d'El Tarf ?», s'interroge M. Gherib.

Plusieurs rapports dans ce sens ont été envoyés aux hautes autorités afin de prendre les mesures qui s'imposent, et ce, pour la sécurité du citoyen.

Notons à la fin qu'il y a quelques années, et ne badinant pas avec la sécurité des Français, l'entreprise française chargée de l'électricité, en l'occurrence l'EDF, ayant constaté des anomalies de fabrication sur des compteurs d'électricité triphasés de marque Sagem, avait pris la décision de retirer près de 40 000 compteurs incriminés et de les remplacer par d'autres plus sûrs et plus fiables.

Imed Sellami

OPÉRATION DE RELOGEMENT

Flou, cafouillage et passe-droits

En quoi consiste la mission d'une commission de daïra, si lors d'une opération de relogement, une famille occupant quatre cellules bénéficie de 18 logements et d'autres familles nombreuses se retrouvent entassées dans des F2 et F3 ? A quel critère obéit une telle opération si un célibataire bénéficie d'un appartement et deux familles se voient partager un seul toit ? L'opération de relogement de Diar-El-Kef, à Bab-El-Oued, en septembre 2011, suscite des interrogations.

Enquête réalisée par Mehdi Mehenni

Faut-il préciser, qu'au départ, un recensement officiel datant de 2006 révèle que le site de Diar-El-Kef, situé dans la commune de Oued Koreich, daïra de Bab-El-Oued, dans la wilaya d'Alger, comptait 270 cellules, dont 25 de construction illicite, occupées par 315 familles.

Vu l'extrême exigüité de ces demeures qui datent de l'ère coloniale, les autorités locales préférèrent employer le terme «cellule» plutôt qu'«appartement» ou «logement». Avant la dernière opération de relogement de septembre 2011, le site a connu deux opérations de recasement, ce qui n'a, d'ailleurs, point contribué à faire diminuer le nombre des familles occupant ces habitations précaires. La preuve est que, outre le nombre de constructions illicites

qui est passé à 67, l'opération de septembre 2011 a ciblé 333 bénéficiaires dont 89 relogés sur place (dans des appartements réaménagés) et 242 recasés hors site, dans la somptueuse et récente citée de Aïn Melha, à Gué-de-Constantine. Parmi ces bénéficiaires, 37 ont refusé de rejoindre les appartements aménagés à Diar El Kef et exigent d'être affectés hors site, 8 ont, par contre, rejoint les nouveaux appartements mais sans libérer les anciennes cellules, et 26 autres ont rejoint leurs nouveaux logements à Aïn Melha, tout en laissant des membres de leurs familles occuper leurs anciennes cellules.

La Wilaya d'Alger a d'ailleurs accusé réception le 21 novembre 2011 d'une pétition où les mécontents de l'opération relogement de Diar-El-Kef crient à l'injustice et font état de graves dépassements.

L'imam et les 18 logements

Dans cette pétition de 42 signataires, dont *Le Soir d'Algérie* détient une copie, il est signalé que le président du comité du quartier de Diar-El-Kef, avec qui l'APC de Oued Koreich et la daïra de Bab-El-Oued (la commission) ont coordonné l'opération de relogement, a pu obtenir 18 logements pour l'ensemble des membres de sa famille qui n'occupaient pourtant que quatre cellules. Le président de ce comité de quartier, dont la fonction officielle est imam et qui logeait dans une baraque érigée sur une terrasse, a bénéficié d'un F4. Sa mère, qui vit seule, a eu droit à un F2, selon toujours le même document. La liste des bénéficiaires arrêtée par la circonscription administrative de Bab-El-Oued à la veille de l'opération de relogement, et dont nous détenons également une copie, le confirme.

Mieux encore, une famille occupant 2 cellules s'est vu attribuer 6 logements et une autre habitant une cellule a bénéficié de 5 logements. Sur quel principe a été effectué le démembrement familial qui consiste en le relogement d'une partie de la famille

hors site et de l'autre sur place ? Car ce principe obéit d'abord à une certaine équité qui prend en considération le nombre des membres de chaque famille, leur situation patrimoniale...

S'il convient de prendre comme exemple cette vieille dame paralysée qui vit avec ses trois filles et ses cinq garçons et qui n'a bénéficié que d'un appartement F4, alors que plusieurs célibataires ont eu droit à un logement, comme l'attestent les documents en possession du *Soir d'Algérie*, sur quelle base a-t-on procédé ? Surtout que selon lesdits documents, une autre dame a bénéficié, elle, son fils et ses deux filles de 3 appartements dont deux hors site, à Aïn El Melha.

Entre la daïra, l'APC et le comité de quartier

Comment un citoyen qui a déjà bénéficié d'un logement social, et un autre qui a bénéficié d'un lot de terrain puissent chacun être relogés lors de cette opération ? Comment quelqu'un qui n'habite pas le site puisse, à son tour, bénéficier d'un appartement et comment encore peut-on attribuer à un célibataire de 30 ans un loge-

ment et mettre en même temps trois personnes, entre frères et sœur, dont la moyenne d'âge est de 40 ans, sous un même toit ? Surtout que la liste des bénéficiaires arrêtée par la circonscription administrative de Bab-El-Oued compte au moins 20 célibataires. Comment, enfin, attribue-t-on un logement sur site au cinquième étage à une dame de 80 ans vivant seule, alors que des appartements au rez-de-chaussée ont été attribués à des célibataires et à de jeunes couples ? Et la liste des anomalies du genre est encore longue. Cela renseigne sur le flou qui a entouré cette opération, le cafouillage qui a caractérisé son organisation et les passe-droits qui prédominent dans la répartition des logements. Cela amène également à s'interroger sur le rôle de la commission de la daïra de Bab-El-Oued dans l'organisation de cette opération. Si les membres du comité de quartier ont profité pleinement de leur position et de leurs contacts quasi permanents avec l'APC de Oued Koreich et la daïra de Bab-El-Oued pour bien se servir, qu'en est-il des autres familles marginalisées ? Affaire à suivre...

M. M.